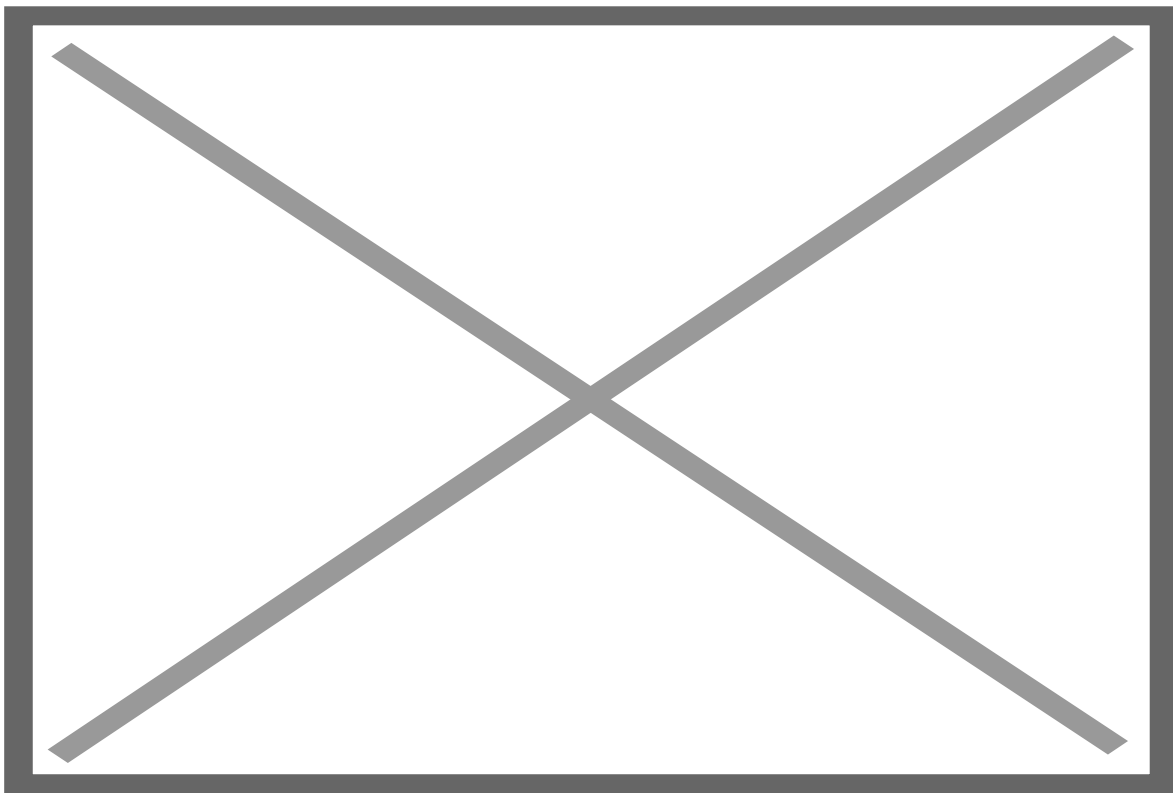


Le café où les enfants palestiniens prennent soin les uns des autres

Description

Soutenu par DCI-Palestine, les adolescents palestiniens du camp de réfugiés de Dheisheh créent un espace pour apprendre et pour tisser des liens avec leurs pairs au milieu de la violence de l'occupation.

Par Fatima AbdulKarim, le 3 Octobre 2022



L'entrée du Laylak café, camp de réfugiés de Dheisheh. (Fatima AbdulKarim)

A quelques pas des ruelles étroites du camp de réfugiés de Dheisheh, à Bethlém, surplombant la route Jérusalem-Hébron, se tient un petit toit, peu conventionnel, appelé Laylak. De vieilles chaises en plastique et en métal ont été recyclées en balançoires de fortune, et des palettes en bois ont été assemblées pour former une table de pic-nique et un trampoline.

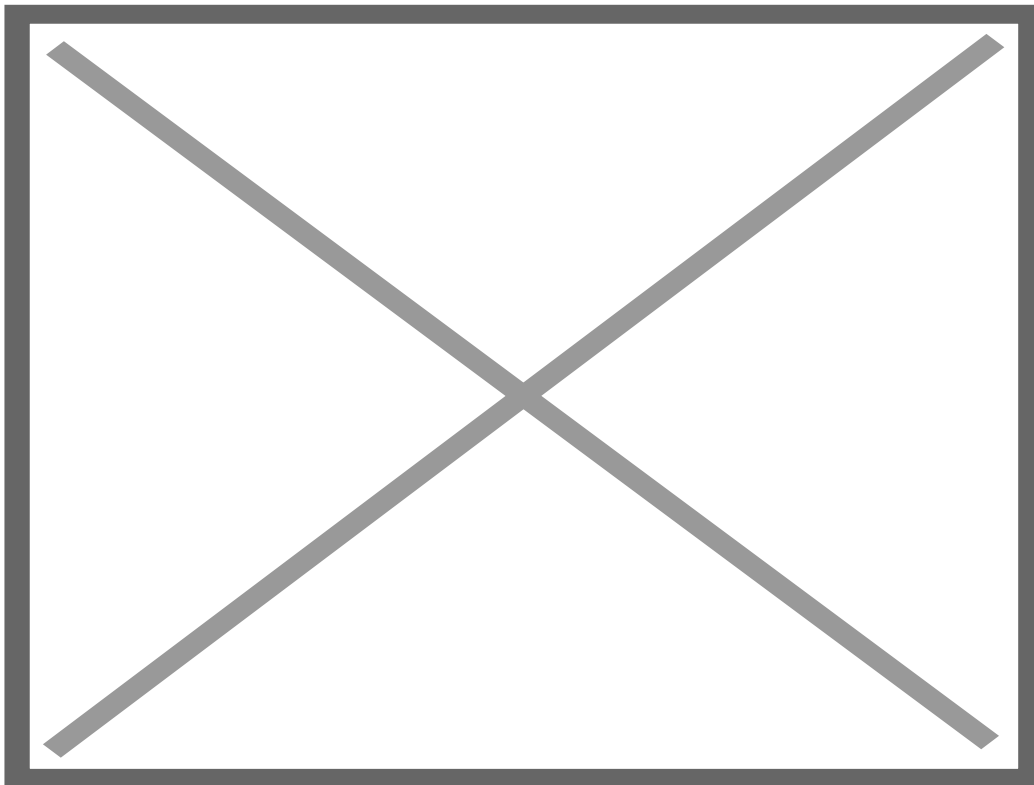
Le modeste café est le projet improvisé d'un groupe de 14 enfants palestiniens de Dheisheh. Tous ont entre 12 et 16 ans et cherchaient un lieu créatif, avec pour objectif d'encourager les jeunes de leur âge à s'éloigner des mauvaises habitudes qui ne cessent d'augmenter parmi les enfants du camp de réfugiés, tel que fumer, avoir des comportements agressifs ou jouer à des jeux vidéo violents. Au café, les enfants trouvent un espace pour transformer leurs

angoisses de la vie quotidienne en activités positives et en interactions sociales.

«Quand je sors du camp vers la rue principale, je n'hésite pas,» explique Sedra, 14 ans, une des participant.es au projet. «Mes jambes m'emmènent à droite, vers Laylak, parce que c'est là où je me sens la plus utile à ma communauté.»

Laylak est un des quelques clubs à travers la Cisjordanie occupée dédiés aux jeunes défenseurs des droits des enfants qui constituent le Conseil des Enfants Palestiniens, une initiative nationale mise en place par [Defense for Children - Palestine \(DCI-P\)](#), qui organise également des ateliers sur les droits humains dans ces cafés.

DCI-P est une des sept ONG palestiniennes de défense des droits humains dont les bureaux ont été fermés par les forces israéliennes au mois d'août après que le Ministre de la Défense Benny Gantz les qualifie d'organisations terroristes. La décision de les qualifier de la sorte a été prise sans qu'aucune preuve substantielle ne corrobore cette affirmation. DCI-P fait partie de l'organisation Defense for Children International, basée à Genève, et qui travaille en Palestine depuis 1991 afin de surveiller les violations des droits commis par les autorités israéliennes et palestiniennes.



Les enfants et les responsables rapportent une balade au Laylak cafe, camp de réfugiés de Dheisheh. (Fatima AbdulKarim)

Mohammad, 14 ans, habite aussi dans le camp de Dheisheh, et il impute ses frustrations et ses angoisses aux conditions de vie sous régime militaire israélien : les raids et arrestations répétées dans le camp et le mépris global pour les vies des habitants du camp. En parallèle, Mohammad explique que sa communauté se sent impuissante et désespérée.

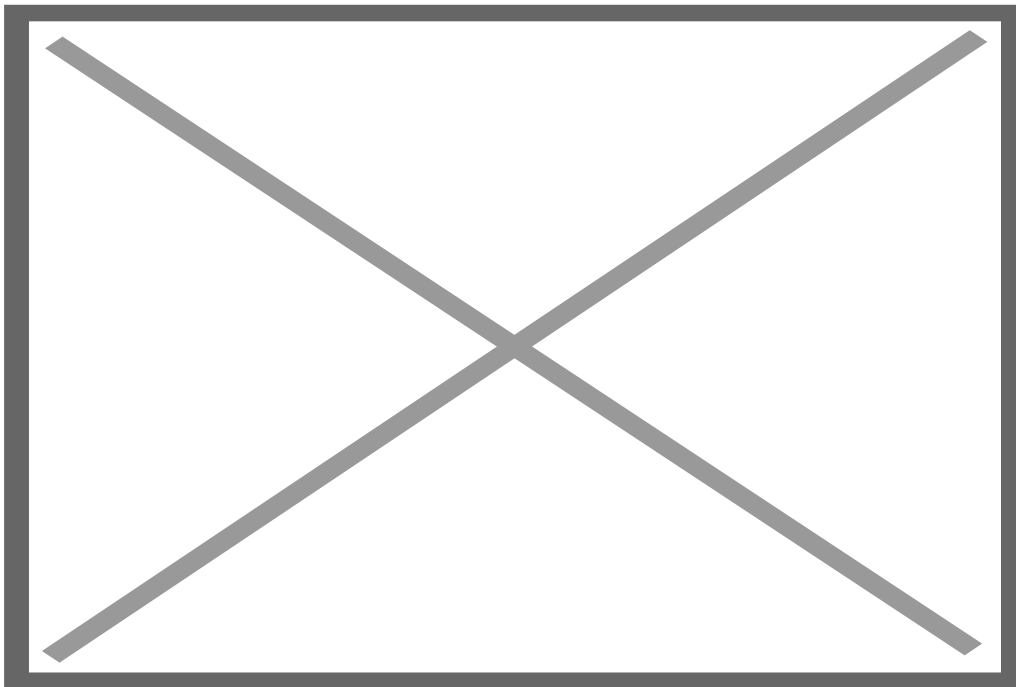
«L'occupation est responsable de tant de problèmes que les enfants rencontrent aujourd'hui, mais la communauté est aussi, par négligence,» explique-t-il.

La vie de Mohammad est directement affectée par des confrontations directes avec l'armée israélienne. Son grand frère a été emprisonné à l'âge de 17 ans, pendant sept ans, et à trois occasions dans les années passées, les soldats israéliens ont utilisé Mohammad comme bouclier humain lors de raids afin de se protéger des jets de pierres des habitants du camp. Ces expériences ont été l'occasion pour lui de vouloir comprendre ce que l'armée israélienne fait aux enfants qu'elle arrête, et ce qu'il pourrait être fait pour en empêcher.

«Mon objectif personnel aujourd'hui est de documenter les cas d'arrestations d'enfants et leur instrumentalisation comme boucliers humains par les forces israéliennes dans le camp, pour pouvoir les transmettre aux avocats de DCI-P,» ajoute-t-il. «J'ai entendu beaucoup de mes camarades [qui ont été arrêtés par les soldats israéliens] expliquer comment ils ont été forcés à confesser des choses qu'ils n'ont pas faites.»

Ayham, 13 ans, est le dernier arrivé dans l'équipe Laylak cet été. Il est venu participer pour s'amuser, il le reconnaît, mais aussi parce qu'il veut aider les enfants de son âge à utiliser leur temps de manière plus judicieuse qu'en passant de longues heures devant les écrans d'ordinateur.

«Je n'aurais jamais cru qu'on pouvait défendre nos droits avec tous les raids de l'armée israélienne et les arrestations dans le camp,» nous dit Ayham. «Mais j'ai appris qu'on peut aider les avocats et les personnes qui communiquent sur notre calvaire.»



Un enfant palestinien passe en vélo devant une fresque murale symbolisant la détresse des réfugiés, dans le camp de réfugiés de Dheisheh, Bethléem, Cisjordanie. 10

Mai 2007. (Anne Paq/Activestills)

En parallèle, les membres de l'équipe Laylak se retrouvent au café. Le groupe de jeunes volontaires crée ainsi un environnement social amical pour que les enfants du camp puissent parler des problèmes qui les préoccupent. Ils peignent les murs du café des visages de célébrités palestiniennes, comme la journaliste Shireen Abu Akleh et le dessinateur Naji al-Ali, illustrations de modèles auxquels ils aspirent à ressembler.

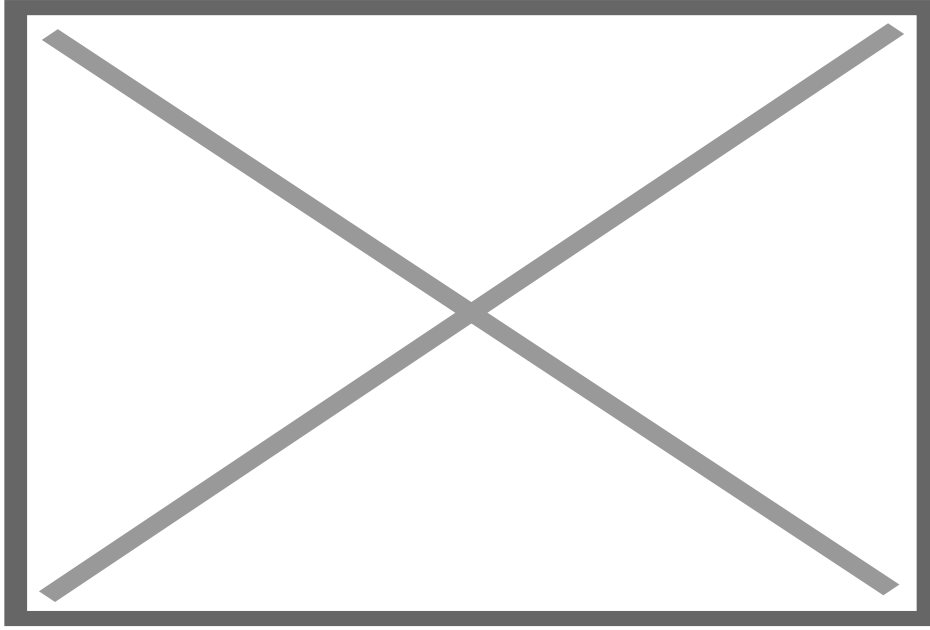
Sedra explique que la pression imposée à la société palestinienne en général amène à l'incertitude et au désespoir collectif. « Nous n'avons pas d'espace nous permettant de jouer et de partager ce que nous traversons, ou d'acquiescer de nouvelles compétences », nous dit-elle, avant de nous expliquer à quel point il est important pour elle de nouer ses amitiés en aidant les filles de son âge à gérer différents problèmes sociaux.

L'une de mes amies a traversé une mauvaise passe quand elle a subi du harcèlement à l'école et qu'elle ne se sentait pas à l'aise par sa famille », raconte Sedra. « Du coup je l'ai encouragée et j'ai fait remonter sa situation à son conseiller pédagogique, et cela a aidé à lui redonner confiance en elle. Je n'aurais jamais su comment faire ça si je n'avais pas vu ce film lors d'un atelier DCI-P sur le harcèlement et le développement de la confiance entre les enfants. »

Le bras droit de l'occupation

Un élément central du travail de DCI-P est d'améliorer l'environnement légal et psychologique des enfants palestiniens dans les territoires occupés, dans l'espoir d'amoindrir l'impact de la violence quotidienne et structurelle. En plus de ses ateliers et de sa documentation, l'organisation est au premier plan pour faire changer l'architecture juridique qui protège les enfants.

Dans les premières étapes de l'établissement de l'Autorité Palestinienne (AP), on avait lorsqu'on évoquait la création d'un tribunal spécialisé en justice juvénile, alors qu'aujourd'hui c'est une réalité largement défendue », explique le directeur général de DCI-P, Khaled Quzmar. « Je suis fier de dire qu'aujourd'hui nous avons une loi qui s'appelle Loi de protection juvénile, et c'est l'une des meilleurs dans le monde arabe. »



Des femmes palestiniennes marchent dans les rues du camp de réfugiés de Dheisheh, Bethlém, Cisjordanie, 30 Août 2018. (Miriam Alster/Flas90)

Un avocat de DCI-P, qui représente les enfants au sein du système de l'AP, qui a demandé à rester anonyme par peur des autorités israéliennes, explique +972 que l'unité fondamentale de l'unité de justice juvénile est de transformer la vision des enfants comme des délinquants ayant besoin d'être punis en victimes ayant besoin d'aide. DCI-P est à l'origine d'un long processus, aux côtés de la police, du système judiciaire et du ministère des affaires sociales, pour changer le droit palestinien concernant les enfants, en mettant au premier plan leurs intérêts et empêchant les délinquants mineurs de retourner à la violence et aux délits.

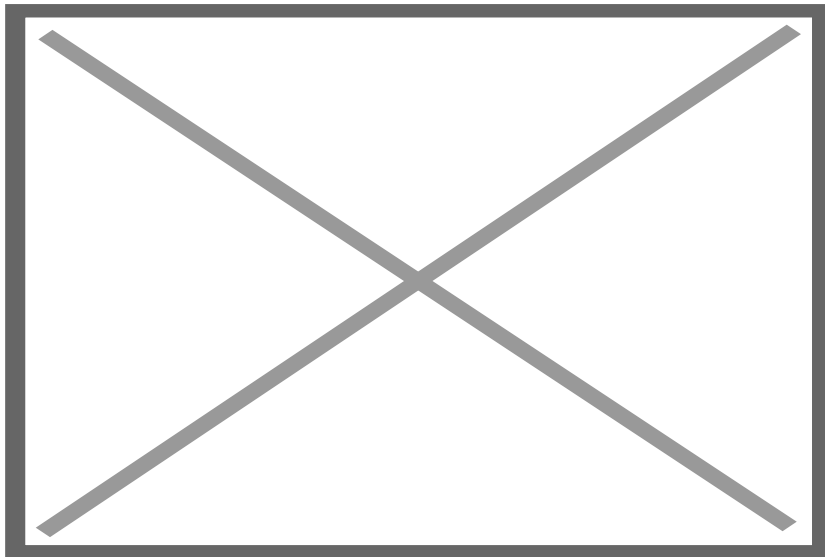
Quzmar estime qu'il reste encore beaucoup à faire au sein de l'AP à ce sujet. Le plus gros problème, toutefois, réside dans le système israélien, dans lequel il n'y a pas de justice pour les enfants, juste des manœuvres pour minimiser l'exposition des enfants à l'injustice.

Depuis le début de 2022, 40 enfants palestiniens ont été tués, selon DCI-P, dont 22 tués par les forces israéliennes et les colons en Cisjordanie, ce qui est une nette augmentation comparée aux années passées. Il y a actuellement près de [180 enfants](#) dans les prisons israéliennes, et des centaines d'autres détenus pour des durées variables. La cour martiale israélienne, qui traite les cas des adultes comme ceux des mineurs, a toujours un taux de condamnation de 95 à 99 pourcents.

Les tribunaux martiaux sont le bras droit des outils de domination de l'occupation israélienne, continue Quzmar. D'un côté, ils sont conçus pour punir chaque palestinien, et de l'autre, pour légitimer les crimes perpétrés contre eux.

En cela, le plaidoyer international est devenu une composante essentielle du travail de DCI-P, explique Quzmar, avec l'espoir que les pressions extérieures pourraient aider ce qu'Israël aie à rendre des comptes. Et sur le terrain, grâce au Conseil des Enfants Palestiniens, nous essayons

de créer pour les enfants de l'espoir en leur avenir, de les soutenir pendant les moments les plus difficiles de leur adolescence et de sauver leurs vies, ajoute-t-il.



Des fresques murales commémorent les martyrs du camp de réfugiés de Dheisheh, Bethléem, Cisjordanie, 29 Avril 2018. (Activestills)

Le Conseil s'efforce d'autonomiser les enfants, non seulement par le biais de formations, mais aussi en facilitant des rencontres avec les représentants de pays étrangers et d'organisations internationales, dont des ministres, des diplomates et des responsables des agences de l'ONU.

Dans le cadre de leurs activités, les travailleurs sociaux de DCI-P apportent leur soutien aux enfants à risques dans leur éducation et leur bien-être, grâce à un programme « psychodrame » et diverses activités leur permettant de rester impliqués.

« Nous tentons de créer un réseau de soutien pour les enfants victimes, et ces cercles de discussion deviennent un soutien efficace aussi bien social que psychologique, qui amène de nouvelles opportunités à des dizaines d'enfants, » explique une psychologue qui collabore avec l'organisation et qui a demandé à rester anonyme par peur des autorités israéliennes. « Et tout ceci risque de disparaître si DCI-P est forcé de fermer. »

Fatima AbdulKarim est une journaliste basée à Ramallah. Twitter @FatiabdulFatima

Trad. L.G pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2022/10/12